

Lille, le 06 octobre 2023

Unité Départementale du Hainaut
Équipe V2
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV ex RECYDEM

CD 249 LE PONT TOURNANT

BP 06

59156 Lourches

Références : VH/V2.2023.244
Code AIOT : 0007000571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement SUEZ RV ex RECYDEM implanté Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 - 59156 Lourches.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-70 du code de l'environnement, les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par les rubriques IED ainsi que les équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution doivent être réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication des conclusions MTD relevant de la rubrique principale.

Compte tenu de la date de publication de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, le 17 août 2018, l'échéance de mise en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets était le 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qualifié dans le présent rapport « arrêté ministériel MTD WT », fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 précitée.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17 décembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV ex RECYDEM
- Chemin départemental 249 Le Pont Tournant - BP 6 - 59156 Lourches
- Code AIOT : 00070005710007000571
- Régime : AutorisationAutorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV. (ex-RECYDEM) est située sur le territoire de la commune de Lourches, à l'intersection du Chemin Départemental 249 et du Canal de l'Escaut. L'établissement occupe 23 des 29 hectares constitués par l'ancien crassier d'USINOR.

Les activités suivantes y sont exercées :

- centre de tri de déchets ménagers et assimilés ;
- centre de valorisation de mâchefers ;
- compostage de déchets verts et de boues de STEP ;
- valorisation de sables de fonderie, de laitiers, de scories et de réfractaires ;
- broyage, concassage, criblage de bétons et matériaux de construction pour la fabrication de graves routières ;
- centre de transit de déchets industriels spéciaux (emballages souillés, déchets d'amiante, batteries, etc.) ;
- broyage et valorisation de déchets de bois ;
- broyage et valorisation de pneumatiques.

Si les activités de tri de déchets ménagers et assimilés sont exercées sous couvert dans des bâtiments, les autres activités précitées sont réalisées en extérieur.

La société SUEZ RV. est autorisée à traiter 450 000 tonnes de déchets annuellement.

Dans le cadre de ses activités, la société SUEZ RV. effectue des transferts transfrontaliers de déchets en exportation ou en importation.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er octobre 2003 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2006 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 avril 2008 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2009 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2009 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2014.

L'activité menée sur le site relève principalement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 3532 : valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour sous le régime de l'autorisation ;
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité supérieure à 50 tonnes sous le régime de l'autorisation.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale BREF WT sur le contrôle du respect de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	/	Sans objet
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a et c)	/	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	/	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	/	Observation
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.1	/	Observation
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	/	Sans objet
8	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	/	Observation
9	MTD Traitement biologique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives. L'inspection de l'environnement a néanmoins constaté 2 constats susceptibles de suites administratives. Ces constats n'engagent pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide.

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées les justificatifs de conformité

sous un délai de 30 jours, à réception du présent rapport. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Les réponses aux observations sont attendues dans un délai de 2 mois, à réception du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2 article III
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : <ol style="list-style-type: none"> Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; Les données relatives à la biodégradabilité ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité. <p>Constats : Les activités menées sur site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - centre de tri de déchets ménagers et assimilés par prétri manuel/ passage en Tromel et Overband/ tri final manuel ; - valorisation de sables de fonderie, de laitiers, de scories et de réfractaires par déféraillage / Overband/ calibrage par granulométrie ; - compostage de déchets verts par broyage criblage et maturation ; - centre de valorisation de mâchefers par déféraillage et maturation ; - broyage et valorisation de déchets de bois par tri/broyage ; - centre de tri et transit de dib par tri manuel ; - centre de tri et transit de cartons et plastiques par compactage ; - centre de tri et transit de métaux ; - centre de tri et transit plateforme minéral par broyage/concassage/criblage ; - centre de transit de déchets industriels spéciaux (emballages souillés, déchets d'amiante, batteries, etc.) ; <p>L'exploitant a présenté différents documents permettant de caractériser les déchets à traiter. Les documents présentés permettent de répondre au premier point de la prescription contrôlée (procédure d'acceptation de déchets, fiches de consigne sur la séparation des déchets, fiches de poste, procédures de traitement...).</p> <p>Néanmoins ces informations ne sont pas intégrées dans un document spécifique ce qui ne facilite pas leurs appropriations.</p>

<p>Concernant les points 2 et 3 de l'inventaire sur les effluents aqueux et gazeux, aucune information synthétique n'est présentée.</p> <p>La justification de non pertinence sur les substances (repris du dossier de réexamen complété de décembre 2022) se base sur l'absence de rejet lié au traitement (pas d'effluent aqueux et pas de rejet gazeux canalisé) sans autre justification.</p> <p>Les rejets issus de la station de traitement interne après collecte des eaux pluviales de ruissellement sur la plateforme sont concernés par les valeurs limites de l'arrêté ministériel MTD WT dans la mesure où les eaux de ruissellement collectées comportent les eaux de ruissellement qui sont susceptibles d'être souillées notamment au motif qu'elles sont entrées en contact avec des déchets.</p> <p>L'inventaire présenté n'est pas conforme à l'inventaire décrit et attendu par le III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets. Ce constat n'engage pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide.</p> <p>L'inspection classe ce constat en constat susceptible de suites.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art I (a et c)
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a)</p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p> <p>c)</p> <p>Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tri manuel sur la base d'un examen visuel ; - la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ; - la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ; - la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aérodynamique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ; - la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage. <p>Constats : L'exploitant pour encadrer la gestion et le stockage a mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure d'acceptation préalable des déchets ; - une procédure d'admission des déchets lors de leur arrivée sur site (référéncée INS 05-002) ; - un plan d'affectation des stockages et équipements. <p>L'admission des déchets sur site prévoit deux étapes de contrôle des déchets sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - première étape de contrôle à la réception : contrôle visuel du dessus de la benne par l'opérateur affecté à la réception. La réception est équipée de caméras permettant la prise de vue du contenu de la benne et la prise de vue de la plaque d'immatriculation du véhicule (clichés à chaque passage de benne). Après vérification du chargement, l'opérateur indique au chauffeur la zone de déchargement appropriée sur le site ; - seconde étape de contrôle lors du déchargement : un opérateur est présent pour vérifier la qualité du gisement déversé. <p>La procédure d'admission détaille la marche à suivre en cas de déchets non conformes (renseignement fiche tablette KIZEO non conformité, prise de photos, correction déclassement sur le logiciel CLEAR).</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que la séparation des déchets de catégories différentes (entrepôts distincts selon les catégories de déchets et selon l'opération réalisée, tri</p>

effectué ou non) est réalisée sur les différentes plateformes dédiées du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art I (d)
Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage
Prescription contrôlée : Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes : - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.
Constats : La société SUEZ RV est située à l'intersection du Chemin Départemental 249 et du Canal de l'Escaut (qui borde le site sur sa partie Nord-Ouest). La rocade minière A 21 borde le site sur sa partie Ouest et au-delà divers sites industriels. Des parcelles agricoles bordent toute la partie Sud du site. L'établissement occupe 23 des 29 hectares constitués par l'ancien crassier d'USINOR. L'activité la plus proche du Canal de l'Escaut est la partie compostage et broyage et stockage de bois à 60 m. Il n'y a d'habitations en proximité immédiate du site. Le site est entouré de merlons d'environ 5 m de haut. Les habitations les plus proches (commune de Neuville-sur-Escaut) sont à 470 m au Sud-Ouest de l'activité broyage de déchets verts et compostage et à 760 m de l'activité mâchefers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art I (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats : La capacité globale du site pour le tri et la valorisation de déchets non dangereux est de 1750 t/j (rubrique 3532). La capacité de stockage temporaire de déchets dangereux sur site est de 275 t (rubrique 3550). Les capacités de stockage sont les suivantes : - 300 t/j soit 100 000 t/an pour le compostage (l'exploitant indique une production réelle oscillant entre 30 000 à 40 000 t/an) ; - 3 000 m ³ pour le bois type A et B (tri et broyage) ; - 50 m ² pour le bois type C (transit) ; - 30 t déchets amiante (transit) ; - 245 t déchets dangereux (bidons, fut souillés...) ; - 400 m ² pour les déchets non dangereux ; - 180 000 t/an de sable fonderie/scories/laiters ; - 740 t/j soit 160 000 t/an (200 000 t maxi sur site) mâchefers ;

<p>Une plateforme de recyclage de ressource minérale est également présente sur site mais en dehors de périmètre IED visé par l'arrêté ministériel du 17/12/2019.</p> <p>Un état des stocks hebdomadaires est réalisé qui précise la nature des déchets stockés ainsi que leurs quantités par typologie de déchets.</p> <p>L'exploitant est en train de mettre en place une démarche d'optimisation des flux de matière sur le site (« <i>Lean management</i> ») qui permet, notamment de diminuer les stockages matières et les temps de stockage sur site. L'objectif est d'arriver à un stock tampon « zéro » en fin de journée.</p> <p>Une procédure de gestion des stocks sur plateforme (repérage photographique au niveau des plateformes avec jauge pour repère) est en cours de déploiement auprès des chefs d'équipes.</p>
<p>Observations : Bien qu'une action visant à l'optimisation des flux de matière sur le site (« <i>Lean management</i> ») soit en cours, il convient de pouvoir disposer facilement du temps de séjour sur site des différents déchets sur la plateforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : MTD Générique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :</p> <p>a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;</p> <p>b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;</p> <p>c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.</p> <p>Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ; - un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.
<p>Constats : Une procédure de gestion des plaintes a été communiquée (référéncée Gestion des plaintes-ISDND_2020_V2).</p> <p>Cette procédure est une procédure nationale pour l'ensemble des sites SUEZ.</p> <p>Les dernières plaintes sur ce sujet pour le site de Louches remontent aux années 2017-2018.</p> <p>Il n'y a plus de compostage de boue de STEP depuis 2020 qui était à l'origine d'émissions d'odeurs.</p> <p>L'exploitant indique que depuis l'arrêt de compostage de boue il n'y a plus de plaintes.</p> <p>La non pertinence de mise en place d'une surveillance périodique des odeurs dans l'inventaire prévu au III de l'annexe 2 de l'AM MTD WT du 17/12/2019 est justifiée par l'absence de plainte.</p> <p>Il convient toutefois d'appuyer cette demande avec l'inventaire des flux d'effluents prescrits au III de l'annexe 2.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit compléter son inventaire des flux d'effluents prescrit au III de l'annexe 2 afin de justifier la non pertinence d'une surveillance des odeurs. Cette observation est à mettre en lien avec le fait susceptible de suite n°1.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art VI
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR) <p>Constats : Les techniques suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limitation de la hauteur de chute des matières ; - limitation de la vitesse des engins et camion sur le site ; - utilisation de pare-vent constitués par des murs en plots béton ; - recours au brumisateur et canon arrosage (5 brumisateurs, 3 aspergeurs de piste) ; - activité broyage bois, utilisation d'un broyeur lent et humidification si nécessaire ; - activité compostage, broyeur sous bâtiment ; - nettoyage du site bi-hebdomadaire et nettoyage plateforme en fin de poste par les opérateurs ; - un opérateur permanent dédié au ramassage des envols et des déchets sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art VII
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Optimisation de la consommation d'eau b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites c) Séparation des flux d'eaux d) Remise en circulation de l'eau e) Surface imperméable f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets h) Infrastructure de drainage appropriée i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement <p>Constats : Il n'y a pas de consommation d'eau liée au process de traitement hormis les eaux d'arrosage et brumisation. Tous les effluents aqueux sont collectés. Il n'y a pas de réutilisation interne de recyclage des eaux (eaux de toiture ou eau traitée via la station) bien que cela soit fait mention dans le dossier de réexamen. La consommation d'eau nécessaire au site est suivie mensuellement.</p>

Les eaux de ruissellement des plateformes sont collectées et traitées via une station interne vers un bassin étanche (6000 m³ et deux bassins de 640 m³ avant rejet dans le réseau de la STEP de Wavrechain sous Denain.

Ces eaux sont susceptibles d'être souillées. Elles doivent être considérées comme des eaux résiduaires et le rejet de ces eaux doit respecter les valeurs limites prescrites par l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019.

L'exploitant doit mener une réflexion sur la réutilisation des eaux collectées à des fins de recyclage comme indiqué dans son dossier de réexamen de 2022 (MTD19-b et 22).

Ce constat n'engage pas la sécurité, l'inspection classe ce constat **en constat susceptible de suites**.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 art X

Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'[article D. 211-10 du code de l'environnement](#), la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Constats : Concernant les MES et la DCO, l'exploitant propose des VLE en sortie de station interne de 600 mg/L et 2000 mg/L (valeur prescrite actuellement par l'arrêté d'autorisation du 18/10/2003). L'arrêté ministériel du 17/12/2019 dispose dans son annexe 3.1 au point X que « lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par (1-taux d'abattement) de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R.181-39 du code de l'environnement. »

Les taux d'abattement de la STEP de Wavrechain sous Denain communiqués pour les années de 2020 à 2021 montrent que les VLE proposées en sortie de site sont compatibles avec le traitement réalisé par la STEP.

A échéance du 03/12/2023, l'exploitant propose une VLE en MES en sortie de site à 500 mg/L afin de respecter la VLE imposée par l'AMPG du 12/01/2021 (BREF WI).

L'exploitant doit en outre justifier que les paramètres PFOA et PFOS ne sont pas pertinents pour son flux d'effluents aqueux via l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT.

L'exploitant a communiqué les résultats de l'autosurveillance réalisée, le programme d'autosurveillance respecte celui imposé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/10/2003 et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 MTD WT (hormis paramètres PFOA et PFOS à justifier).

A terme ce programme respectera également les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 MTD WI (ce point est présenté dans le dossier de réexamen complété de décembre 2022).

Observations : L'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation est désormais applicable au site et impose une surveillance de ces substances.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : MTD Traitement biologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.3 art V			
Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement biologique			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée :			
<p><i>Effluents aqueux :</i></p> <p>Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p>			
Traitement	Paramètre	Valeur limite ⁽¹⁾	Fréquence de surveillance ⁽²⁾
Traitement biologique des déchets y compris traitement	Azote total (N total)	25 mg/L ^{(5) (6) (8)}	Mensuelle ⁽³⁾
	Phosphore total (P total)	2 mg/L ⁽⁸⁾	Mensuelle ⁽³⁾

mécano-biologique

- (1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.
- (2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.
- (3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.
- (4) Les valeurs limites et la surveillance ne sont applicables que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.
- (5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C).
- (6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées en chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).
- (7) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.
- (8) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'[article R. 181-39 du code de l'environnement](#).

Constats : Concernant l'azote total et le phosphore total, l'exploitant propose des VLE en sortie de station interne de 150 mg/L et 10 mg/L (valeur prescrite actuellement par l'arrêté d'autorisation du 18/10/2003 150 mg/L et 50 mg/L).

L'arrêté ministériel du 17/12/2019 dispose dans son annexe 3.1 au point X que « *lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par (1-taux d'abattement) de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R.181-39 du code de l'environnement* ».

Les taux d'abattement de la STEP de Wavrechain sous Denain communiqués pour les années de 2020 à 2021 montrent que les VLE proposées en sortie de site sont compatibles avec le traitement réalisé par la STEP.

Il est relevé que ces paramètres font déjà l'objet d'une surveillance prescrite par l'arrêté d'autorisation du 18/10/2003.

A échéance du 03/12/2023, l'exploitant complètera la surveillance sur les paramètres suivant COT, Plomb, Sulfate, Chlorure, NH₄, PCDD/PCDF pour une fréquence mensuelle afin de respecter les VLE imposées par l'AMPG du 12/01/2021 (BREF WI).

Dans le dossier de réexamen complété de décembre 2022, l'exploitant propose la surveillance reprise dans le tableau suivant :

Paramètre	APA 2003 VLE sortie STEP interne mg/l	Fréquence	BREF WT 17/08/22 (2)	Fréquence	BREF WI 03/12/23 (3)	Fréquence
Matières en suspension	600	mensuelle	600 (60)*	mensuelle	500 (30)*	mensuelle
DCO	2000	mensuelle	2000 (180)*	mensuelle	2000	mensuelle
Hydrocarbures totaux	10	mensuelle	10	mensuelle	10	mensuelle
Azote Tot	150	mensuelle	150 (25)*	mensuelle	150	mensuelle
Phosphore Tot	50	mensuelle	10 (2)*	mensuelle	10	mensuelle
COT	-	-	-	-	40	mensuelle
Plomb	-	-	-	-	0,06	mensuelle
Sulfate	-	-	-	-	1000	mensuelle
Chlorure	-	-	-	-		mensuelle
NH ₄	-	-	-	-	150 (30)*	mensuelle
PCDD / PCDF	-	-	-	-	-	semestrielle
PH	-	-	-	-	-	continu
Conductivité	-	-	-	-	-	continu
Débit	-	-	-	-	-	continu

** les valeurs entre parenthèse correspondent aux valeurs à atteindre après le calcul du taux d'abattement de la STEP*

Ce programme de surveillance est conforme aux prescriptions des arrêtés ministériels BREF WT et BREF WI du 17/12/2019 et du 12/01/2021 (positionnement PFOA et PFAS à confirmer).

A l'issue de l'instruction du dossier de réexamen en cours, ces VLE seront actées par arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet